

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

VERITE DU TERRAIN, VERITE JUDICIAIRE : LA PREUVE EN DROIT SOCIAL

34^e colloque de droit social du Syndicat des Avocats de France (SAF)
Université de Paris Dauphine 5 décembre 2009

avec les interventions de Isabelle Taraud, Céline Parès,
Alain Ottan, Stéphane Vernac, Savine Bernard,
Marie-Françoise Lebon-Blanchard, Tiennot Grumbach

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Etablir l'existence d'une discrimination n'implique pas nécessairement une comparaison avec d'autres salariés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2009 - Note Anaïs Ferrer (p. 208)

Renonciation à un droit individuel et information collective.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 octobre 2009 - Note Paul Darves-Bornoz (p. 211)

Groupe de sociétés et reclassement des salariés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2010 - Note Grégoire Loiseau (p. 214)

Protection des représentants du personnel lorsque leur activité professionnelle dépend d'une habilitation administrative.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 décembre 2009 (deux espèces) - Avis Jacques Duplat et note Philippe Waquet (p. 217)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

L'acte d'informer : champs et sanctions , par Isabelle Taraud , Avocate au Barreau de Versailles	165
La production forcée par voie judiciaire des informations dues au comité d'entreprise , par Céline Parès , Avocate au Barreau de Paris	170
Annexe : COMITES D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Information et consultation – Vente des immeubles du groupe – Informations contradictoires sur l'utilisation du produit des ventes – Suspension des opérations de vente.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SENLIS (1^{re} sect.) 23 juin 2009	174
Les principales difficultés rencontrées dans l'accès aux informations sollicitées par les experts des comités d'entreprise et l'intervention du juge , par Alain Ottan , Avocat au Barreau de Montpellier	176
Les statuts de la SAS en droit du travail , par Stéphane Vernac , Doctorant, Université Paris-Ouest Nanterre - La Défense, IRERP, UMR 7029	181
Contentieux social et régime probatoire : office du juge et exigences de la mise en état et du contradictoire ,	
– par Savine Bernard , Avocate au Barreau du Val d'Oise	187
– par Marie-Françoise Lebon-Blanchard , Magistrate, membre du syndicat de la Magistrature	195
L'état des actions judiciaires contre les licenciements économiques , par Tiennot Grumbach , Avocat au Barreau de Versailles	199

Jurisprudence :

DISCRIMINATION – Preuve – Ralentissement de carrière – Comparaison avec d'autres salariés – Exigence (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 novembre 2009	208
Note Anaïs Ferrer , Conseillère confédérale DLAJ	208
LICENCIEMENT – Clause de non-concurrence – Renonciation de l'employeur – Manifestation de volonté claire et non équivoque – Notification individuelle de la renonciation.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 octobre 2009	211
Note Paul Darves-Bornoz	212
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Obligation de reclassement – Plan de sauvegarde de l'emploi – Débiteur – Groupe de sociétés – Obligation limitée à l'employeur.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 janvier 2010	214
Note Grégoire Loiseau , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Vice-président de l'Université de Paris I	214
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Activité professionnelle nécessitant la détention d'une autorisation administrative – Retrait ou suspension – Conséquence – Obligations de l'employeur – Rémunération du salarié – Pouvoirs du juge des référés (deux espèces) – Permis de conduire (première espèce) – Habilitation préfectorale du personnel aéroportuaire (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 décembre 2009	217
Avis de l'Avocat général Jacques Duplat	218
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 décembre 2009	221
Avis de l'Avocat général Jacques Duplat	222
Note Philippe Waquet , Conseiller Doyen honoraire de la Cour de cassation	224